



Haiti : près de 2 millions de personnes encore sous les tentes

Reconstruire d'urgence !

Face à la menace d'une deuxième catastrophe, le président de la Fondation des Architectes de l'Urgence pousse un cri d'alarme

Le Nouvel Observateur. – Six mois après le séisme, où en est la reconstruction ?

P. Coulombel. – Au point mort ! Elle n'a pas encore commencé et n'est pas près de démarrer. Certains bâtiments sont debout, mais fissurés. Les autres sont rasés, des tas de gravats, à reconstruire entièrement. Et rien, aujourd'hui, n'est sorti de terre.

N. O. – Qu'est-ce qui bloque ?

P. Coulombel. – Tout ! D'abord, la lenteur administrative. On vient tout juste d'avoir les premières directives des Nations unies, des ONG et des experts. Les bailleurs internationaux comme l'ONU et l'Europe n'ont pas de programme de reconstruction. La réglementation ne sortira pas avant... septembre prochain. Donc impossible de commencer les études, de faire du neuf. Nous avons conclu un contrat en mars dernier avec Echo, l'organisme économique européen, pour renforcer 560 maisons à Campagne Gressier, sur la route de Léogane. Il n'a été signé... que la semaine dernière ! Pourquoi faut-il trois mois pour viser un contrat ? Nous avons discuté avec l'organisme des Nations unies, UN Habitat, d'un programme pour faire revenir les gens chez eux, quitter les camps et mettre leurs maisons en sécurité. Voilà des mois que nous attendons le contrat ! On fait traîner. Il n'y a tout simplement pas de volonté de reconstruction. Certains apportent des moyens financiers qui ne sont que les surplus de leur pays. Les Canadiens, par exemple, fournissent des maisons toutes faites, en bois de chez eux, avec un toit pointu. Achetées au Canada, livrées en Haïti. Comment voulez-vous faire du développement local dans ces conditions ?

Quant aux douanes haïtiennes... Nous avons des conteneurs bloqués depuis un mois, bourrés de matériel d'abri léger, impossibles à dédouaner ! Et les politiques locaux essaient de se positionner comme acteurs, nous deman-

dant de construire des portes et fenêtres dans des abris qui ne sont pas faits pour durer... Et quand vous proposez de restaurer le centre de psychiatrie où les malades sont attachés par des menottes, personne ne bouge, no finance... Pas assez sexy !

N. O. – La saison des cyclones approche. Quel est le risque ?

P. Coulombel. – Vous connaissez les dérèglements climatiques. Il n'est pas exclu qu'on ait des cyclones, bien sûr, mais aussi de puis-

P. Coulombel. – Il faut oublier les programmes, trop ambitieux, d'une reconstruction de la capitale. D'ailleurs, c'est aux Haïtiens de décider. D'autant qu'il existe déjà un plan d'extension au nord de la ville, vers l'aéroport. La reconstruction, d'urgence, oui, c'est possible. Un exemple : Yogyakarta, séisme 2006, un programme de 60 maisons. Un, les maisons sont par terre, nous trions les déchets et récupérons les matériaux, portes, fenêtres, etc. Les gravats servent au dallage, les tuiles cassées

sont coulées dans le béton.

Deux, travailler sur la typologie de l'habitat local, répondre aux besoins, former les gens à bâtir en parasismique, leur demander de reconstruire leur propre maison. Délai moyen : deux mois et demi. Au bout du chemin, les gens ont travaillé, sont payés, formés aux nouvelles règles et... ils ont une maison.

N. O. – Pourquoi l'ONU et les grandes ONG ne le font-elles pas ?

P. Coulombel. – Parce qu'elles ne savent pas le faire ! Elles sont plombées par un système international de financement conçu pour faire de l'urgence, donc du provisoire, fournir des abris, mais rien de définitif. Alors que les tentes distribuées en janvier sont déjà percées. Sans parler du mauvais argument : « On ne va tout de même pas leur reconstruire tout leur pays ! »

N. O. – Le danger, c'est le temporaire qui dure ?

P. Coulombel. – Exactement !

Et la transformation d'une ville en immense bidonville. L'urgence immédiate est d'évacuer les camps de toile installés dans les ravines, de mettre en place des moyens pour ramener les gens dans leurs maisons sécurisées et d'organiser massivement une politique de reconstruction. Pérenne, permanent et en dur ! Sinon... Nous risquons d'affronter une seconde catastrophe massive. Et Haïti n'en a pas besoin !

Propos recueillis par
JEAN-PAUL MARI



Fotien-Fotephoto

Haïti à l'heure des abris de fortune

LES CHIFFRES DE L'URGENCE

- Entre 1,5 et 2 millions de personnes réparties sur 1 342 sites vivent sous des abris de fortune ou des tentes.
- Environ 250 000 maisons endommagées ou détruites par le séisme.
- 400 000 abris (tentes et bâches) ont été distribués.
- 40 000 personnes seraient menacées par des glissements de terrain ou des inondations.
- Prévisions : 125 000 abris à construire d'ici à l'été 2011.

santes dépressions tropicales, plus fortes que d'habitude. La pluie, le vent, pas de végétation... Si un Mitch ou Katrina passait sur Haïti, il ravinerait les camps, démolirait les habitats fragilisés et des torrents de boue traverseraient Port-au-Prince. On peut s'attendre au pire !

N. O. – Reconstruire, c'est bien, mais comment ? La tâche est immense, non ? Pour l'instant, il n'y a que des tentes...

en immense bidonville. L'urgence immédiate est d'évacuer les camps de toile installés dans les ravines, de mettre en place des moyens pour ramener les gens dans leurs maisons sécurisées et d'organiser massivement une politique de reconstruction. Pérenne, permanent et en dur ! Sinon... Nous risquons d'affronter une seconde catastrophe massive. Et Haïti n'en a pas besoin !